

Ecrit par le 7 juin 2026

Tricastin : l'extension de l'usine d'enrichissement d'Orano dans le top 10 des investissements français



Notre confrère de [l'Usine nouvelle](#) vient de dresser le [top 10 des plus gros investissements industriels](#) annoncés en France en 2023. Parmi eux, le projet d'extension de l'usine d'enrichissement GBII d'Orano à Tricastin.

A l'occasion du passage à la nouvelle année, [l'Usine nouvelle](#), le magazine français de l'industrie, a dressé la liste des 10 plus importants investissements industriels français annoncés en 2023. Dans ce classement, où un projet de production de batteries solides à Dunkerque (5,2 milliards d'euros) arrive en tête, le site nucléaire de Tricastin à Bollène (Vaucluse) apparaît en 3^e position avec [l'extension de la capacité d'enrichissement de l'usine Georges Besse 2 \(GBII\) du groupe Orano](#). Ce programme de 1,7 milliard d'euros doit permettre d'augmenter les capacités de production de plus de 30%, soit 2,5 millions d'UTS (Unité de travail de séparation).

Écrit par le 7 juin 2026

Pour cela, 4 modules complémentaires identiques aux 14 modules existants mis en service progressivement entre l'inauguration, en 2011, et la pleine capacité de production du site, en 2016 vont donc être construits.

Première production prévue en 2028

L'uranium enrichi à usage exclusivement civil qui est produit à GB II permet de fournir du combustible à 70 réacteurs nucléaires dans le monde.

« Avec cette extension de capacité, l'uranium produit sur le site Orano Tricastin permettra d'alimenter l'équivalent de 120 millions de foyers par an en énergie bas carbone », souligne [Pascal Turbiault](#), directeur d'Orano pour le site de Tricastin.

« Dans le contexte géopolitique actuel, cette augmentation des capacités d'enrichissement vise à renforcer, en France, la souveraineté énergétique occidentale, expliquait aussi [Claude Imauven](#), président du conseil d'administration d'Orano lors de l'officialisation de l'extension en octobre dernier. La décision d'Orano répond aux demandes de nos clients de renforcer leur sécurité d'approvisionnement avec une première production prévue dès 2028. »

Ouverture du Campus Pyro, la CCI de Vaucluse fait péter la formation

Ecrit par le 7 juin 2026



Ce lundi 13 novembre, [le Campus Pyro](#), structure dédiée au développement de compétences pyrotechniques à l'aide de formations initiales et continues, a accueilli sa première cession de formation au Campus de [la CCI de Vaucluse](#) à Avignon.

[Annoncée par Gilbert Marcelli](#) en juin dernier, la mise en place de cette formation a été notamment portée en partenariat avec la société Sorguaise Eurenco. Il s'agit d'une antenne du Campus pyrotechnie du futur créé à Bourges en février 2022.

[Lire aussi : « Avec sa formation pyrotechnie la CCI de Vaucluse affiche ses ambitions pour son 'Académie Vaucluse Provence' »](#)

Organisme certifié Qualiopi, le Campus Pyro a pour objectif de participer à la structuration de la filière pyrotechnique en France et couvrir tout le spectre des métiers et des secteurs tels que la défense, l'aérospatial, la dépollution pyrotechnique, les mines et carrières, le forage, l'automobile, le divertissement et le loisir, etc.

Pour cela, l'association Campus Pyrotechnie du Futur a pour objectif le développement, le renforcement et l'adaptation des compétences techniques dans le domaine de la pyrotechnie au travers de plusieurs missions :

- Formations professionnelles initiales et continues concernant l'ensemble des métiers du secteur de la pyrotechnie pour ouvriers, techniciens et ingénieurs.
- Communication et attractivité des métiers pour combler le déficit en compétences du secteur et de nombreux métiers spécifiques.

Ecrit par le 7 juin 2026

- Innovation et recherche pour former aux technologies 4.0 et renforcer le lien entre le monde académique et le monde industriel.
- Soutien à l'entrepreneuriat au travers de programmes favorisant le développement de startups et de projets de rupture.

Une vingtaine de participants pour cette première session

L'antenne d'Avignon est destinée à accueillir des cadres de la fonction publique, des officiers des armées, ou bien encore des dirigeants ayant une activité en relation avec des opérations à caractère pyrotechnique du Sud-Est de la France. Une vingtaine de personnes participe à cette première session d'une semaine sur le thème '[Initiation et culture pyrotechnique](#)'.

« Cette ouverture représente une belle synergie entre les besoins d'industriels du secteur pyro et le campus », se félicite le Campus Pyro également ravi de l'accueil de la CCI 84.



Le lancement officiel de la première session du Campus Pyro à Avignon.

Ecrit par le 7 juin 2026

Tricastin : Orano valide le projet d'extension de l'usine d'enrichissement GBII



Alors qu'Orano a inauguré hier, mercredi 18 octobre, [son nouveau laboratoire d'isotopes stables](#) sur le site de Tricastin, le conseil d'administration du groupe vient de valider le projet d'extension de capacité d'enrichissement de l'usine Georges Besse 2 (GBII).

« Le conseil d'administration d'Orano, réuni en séance ce jeudi 19 octobre 2023, a validé l'investissement du projet d'extension de capacité de production de l'usine d'enrichissement d'uranium, Georges Besse 2 sur le site du Tricastin situé à cheval entre la Drôme et le Vaucluse », explique le groupe dans un communiqué.

D'un montant prévisionnel de près de 1,7 milliard d'euros, ce projet permettra à Orano d'augmenter ses capacités de production de plus de 30%, soit 2,5 millions d'UTS (Unité de travail de séparation). Il consiste à construire à l'identique 4 modules complémentaires aux 14 modules existants mis en service progressivement entre l'inauguration, en 2011, et la pleine capacité de production du site, en 2016 (8 modules pour l'unité Sud et 6 modules pour l'unité Nord).

De quoi enrichir par un procédé de centrifugation encore davantage d'uranium intervenant dans la fabrication de combustible destiné aux centrales nucléaires.

Ecrit par le 7 juin 2026

De 90 millions à 120 millions de foyers

Actuellement, GB II tourne à plein régime, 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Il s'agit du plus grand complexe d'enrichissement en Europe sur un même site et représente 30% de la capacité occidentale. L'uranium enrichi à usage exclusivement civil qui y est produit permet de fournir du combustible à 70 réacteurs nucléaires dans le monde.

Cela permet d'alimenter l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 90 millions de foyers, soit l'équivalent de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Avec cette extension, Orano sera alors ensuite en mesure d'alimenter l'équivalent de 120 millions de foyers.

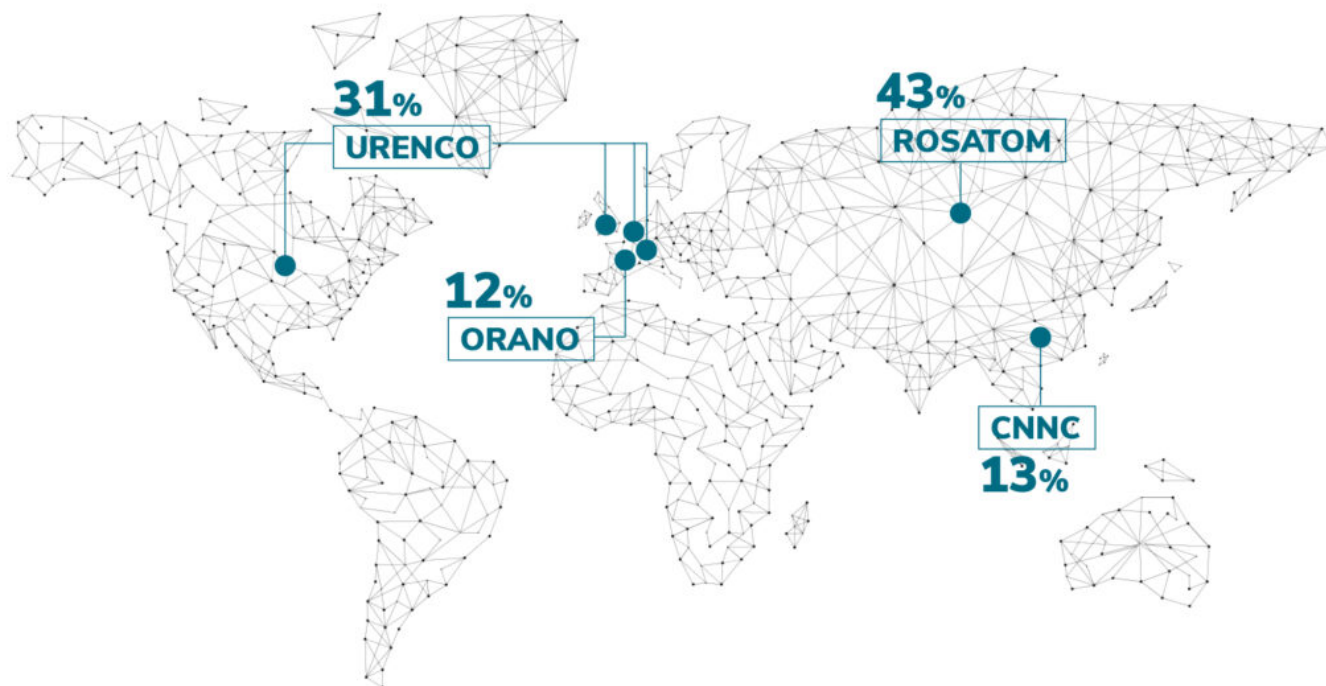
Un chantier de 2024 à 2028 ?

Ayant fait l'objet [d'une concertation préalable](#) en début d'année par la Commission nationale du débat public, ce projet prévoit une extension de 20 000m² sur un terrain jouxtant l'usine actuelle. Une zone où 3 000 plots antisismiques ont déjà injectés dans le sol, lors du premier chantier de GBII, en prévision de cet agrandissement. Les premiers coups de pioche sont attendus pour la rentrée 2024 avec une mise en service espérée 4 ans plus tard avant d'atteindre la pleine capacité de production courant 2030. Plus de 1 000 personnes devraient être mobilisées au plus fort du chantier « avec une forte part d'entreprises régionales », assure Orano.

Une décision stratégique

« Dans le contexte géopolitique actuel, cette augmentation des capacités d'enrichissement vise à renforcer, en France, la souveraineté énergétique occidentale, explique [Claude Imauven](#), président du conseil d'administration d'Orano. La décision d'Orano répond aux demandes de nos clients de renforcer leur sécurité d'approvisionnement avec une première production prévue dès 2028. »

Ecrit par le 7 juin 2026



La répartition actuelle du marché mondial de l'enrichissement de l'uranium.

En effet, la production mondiale est aujourd'hui répartie entre le russe Rosatom (43%), les anglo-germano-néerlandais d'Urenco (31%), les Chinois de CNNC (13%) et Orano (12%), soit 99% de l'offre mondiale.

S'estimant trop dépendants de la production Russe suite à la guerre en Ukraine (28% des besoins des Etats-Unis et 31% pour l'Europe), les Occidentaux ont donc souhaité reprendre la main sur ce marché sans pour faire autant appel à la Chine qui, de toute façon, exporte très peu pour se consacrer pour l'instant sur ses besoins intérieurs.

Soutien du Japon et de la Corée-du-Sud

Dans ce contexte, [François Lurin](#), directeur des activités Chimie-Enrichissement d'Orano a rappelé « que ce projet voit le jour grâce au soutien de nos clients et aux équipes techniques et commerciales d'Orano qui se sont mobilisées dès mars 2022 ». Il a également souligné « l'importance du support des actionnaires japonais JFEI (Japan France enrichment investing) et coréens KHNP de la SETH (Société d'enrichissement du Tricastin holding) dans la réalisation de ce projet ».

Ecrit par le 7 juin 2026

Le 3e laboratoire d'isotopes stables au monde vient de voir le jour à Tricastin



Le groupe Orano vient d'inaugurer son nouveau laboratoire d'isotopes stables. Il s'agit de la 3^e installation de ce type dans le monde. Elle permettra de produire des atomes non-radioactifs d'une grande pureté destinés à des applications de pointe médicales, informatiques, industrielles ou bien encore scientifique. Objectif : répondre à une demande sur des marchés stratégiques tout en assurant une souveraineté industrielle.

Le nouveau laboratoire d'isotopes stables [du groupe Orano](#) est désormais opérationnel. Situé à Tricastin, ce nouveau bâtiment de 3 200m² comprend une partie consacrée à la production (2 000m²), une autre partie dédiée à la recherche et au développement ainsi qu'une zone composée de bureaux et de salles de réunion. Le tout dans un cadre hyper sécurisé afin de préserver les procédés de fabrication de ce laboratoire de production qui constitue seulement le 3^e de ce type dans le monde. L'ensemble, dont [les travaux ont débuté en mars 2021](#) en mobilisant jusqu'à 150 personnes sur le chantier ([voir vidéo de la construction en fin d'article](#)), représente un investissement de l'ordre de 15M€.

Écrit par le 7 juin 2026

Du traitement du cancer et microprocesseur quantique en passant par la cosmologie

Cette nouvelle unité de production, ou travaille déjà une dizaine d'ingénieurs, va donc permettre de produire des isotopes, des atomes non-radioactifs, d'un très grand niveau de pureté de l'ordre de 99,9%. Les applications sont multiples : dans le domaine médical et pharmaceutique (diagnostic et traitement de cancers, radio-médicaments, amélioration de la résolution de l'imagerie par résonance magnétique ou des scintigraphies), dans le secteur industriel (amélioration de la performance des lasers, prévention de la corrosion du système de refroidissement des réacteurs nucléaires avec des isotopes de zinc...) ainsi que dans le domaine de la recherche fondamentale (physique des particules et notamment les neutrinos) et de la cosmologie.

« Nous nous inscrivons pleinement dans la création d'une filière industrielle nationale de production pour la filière quantique »

Claude Imauven, président du conseil d'administration et directeur général d'Orano

Le secteur des semi-conducteurs et de l'informatique quantique fait également parti des marchés sur lequel Orano souhaite particulièrement se développer.

« Nous nous inscrivons pleinement dans la création d'une filière industrielle nationale de production pour la filière quantique », confirme [Claude Imauven](#), président du conseil d'administration et directeur général par intérim d'Orano depuis le départ de Philippe Knoche au début du mois d'octobre.

Pour cela, le laboratoire d'isotopes stables de Tricastin, baptisé 'Jean Fourniols' (voir encadré ci-dessous) entend donc devenir un acteur incontournable de la production de silicium enrichi en isotope 28, un matériau essentiel à la fabrication de puce quantique à échelle industrielle.

Hommage : le laboratoire Jean Fourniols

Lors de son inauguration, le nouveau laboratoire d'isotopes stables a été nommé Jean Fourniols. Un hommage rendu à un collaborateur d'Orano décédé en avril 2020 à l'âge de 64 ans. Ce dernier fut un acteur clé de la genèse de ce projet.

« Il a été un de ceux qui ont su proposer des projets innovants de ce type lorsque, il y a 5 ans Orano, a lancé une réflexion sur le développement de nouvelles activités hors du nucléaire », rappelle le directeur général d'Orano.

Un enjeu de souveraineté stratégique

« Ce projet représente à la fois un enjeu d'excellence industrielle et de savoir-faire développés depuis 60 ans par nos équipes, mais aussi de souveraineté pour des domaines d'applications stratégiques », insiste le directeur général d'Orano.

En effet, pour le groupe cette nouvelle activité offre une alternative française aux deux seuls acteurs industriels mondiaux déjà présent sur ces marchés vitaux : un néerlandais et un russe. Ce dernier détient près de 70% alors que son concurrent batave représente 30% de ce marché estimé pour l'instant à une centaine de millions d'euros au niveau mondial mais qui devrait connaître un formidable essor dans les

Ecrit par le 7 juin 2026

années à venir.

Pour l'instant, Orano joue les modestes et s'est fixé pour objectif d'atteindre une chiffre d'affaires de l'ordre de 10M€ d'ici 3 à 4 ans.

Les possibilités sont cependant énormes puisque parmi les 118 éléments du tableau périodique des éléments chimiques, 80 sont des isotopes stables.



Le staff d'Orano avec les élus et les officiels lors de l'inauguration du laboratoire. © Crespeau

« Ces éléments 'ultra-purs' sont devenus clefs dans beaucoup de domaines de pointe depuis quelques années, explique [Laurent Bigot](#), responsable du laboratoire isotopes stables. Ils entrent dans de nombreuses applications pratiques : biologie des organismes, physiologie, microbiologie, chimie, climatologie, géochimie, géophysique... Nous sommes donc désormais prêts à répondre aux demandes des clients en fonction de leurs nouveaux besoins à venir. »

Dans tous les cas, les équipes de Laurent Bigot, constituées d'une vingtaine de personnes (développement, production et commerciaux), devraient débiter les premières productions commerciales d'ici la fin de l'année à destination des nouveaux clients. Des productions, sous forme de gaz, de métal ou d'oxyde, qui pourront aller de quelques grammes à quelques centaines de kilos en fonction de la pureté demandée.

Face au potentiel de ce marché, le nouveau site a d'ailleurs été conçu afin de pouvoir réaliser des

Écrit par le 7 juin 2026

extensions futures des zones de production.

« Régler une centrifugeuse, c'est comme régler une Formule 1. »

Jean-Luc Vincent, directeur des nouvelles activités Orano chimie-enrichissement

Développement du savoir-faire hors du champ des applications du nucléaire

« Le laboratoire isotopes stables est un concentré du savoir-faire des équipes du site Orano Tricastin, c'est le développement de procédés issus de nos usines nucléaires pour de nouvelles applications hors du domaine nucléaire », se félicite [Jean-Luc Vincent](#), directeur des nouvelles activités Orano chimie-enrichissement.

« Sur la base des techniques que nous maîtrisons pour l'industrie nucléaire, notre volonté est d'explorer de nouveaux domaines », confirme Claude Imauven.

Pour le groupe spécialisé dans le nucléaire, ce nouveau laboratoire marque sa volonté de diversification en s'appuyant sur ses technologies de transformation de l'uranium notamment.

Le laboratoire d'isotopes stables reprend ainsi les techniques de centrifugation mise en point dans le cadre de l'usine d'enrichissement de l'uranium installées juste à proximité au sein de l'usine Georges Besse II d'Orano (voir encadré ci-dessous).

Extension de GB II : décision imminente ?

Alors que la Commission nationale du débat public a procédé à une concertation préalable du 1^{er} février au 9 avril 2023 [au projet d'extension de l'usine d'enrichissement d'uranium GBII à Tricastin](#), [le conseil d'administration d'Orano doit se réunir actuellement afin de décider ou non de cet agrandissement](#). Cet investissement, compris entre 1,3 et 1,7 milliards d'euros, doit permettre à l'usine d'atteindre une capacité de production annuelle 11 millions d'UTS (Unité de travail de séparation) contre 7,5 millions actuellement via une extension de 20 000m².

Cette technologie consiste à faire tourner à très haute vitesse un bol cylindrique dans lequel est introduit l'élément naturel à enrichir sous forme gazeuse. Sous l'effet de la force centrifuge, les molécules les plus lourdes de l'élément naturel à enrichir se concentrent à la périphérie tandis que les plus légères migrent vers le centre. Ce processus est ensuite répété par la mise 'en cascade' de plusieurs centrifugeuses. Des technologies entièrement protégées de conception françaises ou européennes.

« Cela nécessite un réglage adapté à chaque molécule et qui peut varier en fonction de la température, de la pression atmosphérique, du taux d'humidité. Régler une centrifugeuse, c'est comme régler une Formule 1 », assure Jean-Luc Vincent.

1^{er} site nucléaire d'Europe

Par ailleurs, le président du conseil d'administration d'Orano a rappelé son attachement à l'ancrage territorial de son groupe. « Ici sur le site du Tricastin, implanté sur 650 ha entre Drôme et Vaucluse, nous élargissons nos activités, nous innovons, nous explorons de nouveaux champs

Écrit par le 7 juin 2026

d'application de nos technologies. Ce lien historique avec les régions dans lesquelles nous sommes présents, cette fidélité avec l'histoire que nous avons construite avec les élus, le tissu économique, les habitants proches de nos sites, est une valeur forte que nous partageons avec l'ensemble de la filière nucléaire française. »

« La plateforme industrielle du Tricastin, avec plus de 60 ans d'histoire, est un des plus grands sites nucléaires français, si ce n'est le plus grand en activité en Europe, poursuit Claude Imauven. Avec à la fois des activités de transformation de l'uranium d'Orano, mais également de production d'électricité avec la centrale voisine d'EDF. Cette activité isotopes stables symbolise la poursuite de notre histoire industrielle ici, au Tricastin. »

« Une prouesse scientifique qui marque l'ancrage d'Orano sur ce territoire. »

Anthony Zilio, maire de Bollène

Et pour preuve de cet enracinement local, il rappelle qu'Orano « a investi plus de 5 milliards d'euros ces 15 dernières années pour renouveler son outil industriel de conversion avec l'usine Philippe Coste ou bien celle d'enrichissement de Georges Besse.

« Ce laboratoire, c'est une prouesse scientifique qui marque l'ancrage d'Orano sur ce territoire », souligne [Anthony Zilio](#), maire de Bollène, président Communauté de communes Rhône Lez Provence, et conseiller départemental du Vaucluse.

La première a été mise en service fin 2018 et poursuit actuellement sa montée en puissance. C'est la première usine de conversion d'uranium renouvelée dans le monde. L'activité conversion d'Orano représente 25% de la capacité mondiale et 40% de la capacité occidentale. Pour sa part, l'usine d'enrichissement Georges Besse II est le plus grand complexe d'enrichissement en Europe sur un même site et représente 30% de la capacité occidentale. L'uranium enrichi, à usage exclusivement civil, qui y est produit permet de livrer l'équivalent de 70 réacteurs dans le monde et alimenter en énergie bas carbone comparativement 90 millions de foyers, soit l'équivalent de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

En tout, Orano Tricastin représente près de 2 500 emplois directs et 2 000 indirects sur la plateforme industrielle du Tricastin.

« C'est en raison de cette importance que nous travaillons avec le groupe sur le sujet de la formation via l'implantation d'une école des métiers d'Orano à Bollène afin de renforcer l'attractivité de notre territoire », annonce Anthony Zilio. « Un territoire innovant qui, on l'espère, sera lauréat du dispositif national Territoires d'industrie. »

Encadré

Tarascon : lancement officiel du Projet « TOMMATES » pour que la tomate industrielle reprenne des couleurs



Le lancement officiel du projet TOMMATES, lauréat en mai 2023 du plan d'investissement France 2030, a eu lieu ce mardi 12 septembre.

Non, il n'y a pas de faute d'orthographe dans le titre ! « TOMMATES », c'est un nouvel acronyme pour « Techniques, Outils et Méthanisation pour la Multiperformance Agricole des Territoires et des Systèmes ». Et il s'agit effectivement de la filière de la tomate industrielle qui, en France, ne couvre que 10% des besoins. En 1985, la production nationale représentait 400 000 tonnes/an, aujourd'hui seulement 150 000 tonnes sont commercialisées.

Or, la population de l'hexagone consomme 1,2 million de tonnes ce qui nous rend dépendants des autres,

Ecrit par le 7 juin 2026

notamment de l'Italie, de l'Espagne et de la Chine. La même qui avait absorbé « Le Cabanon » à Camaret, un fleuron de l'agroalimentaire vauclusien connu dans la France entière qui transformait à l'époque 400 000 tonnes chaque année. Il y a donc urgence à agir.



Visite des partenaires du projet « Tommates » © DR

Le Président de la Chambre d'Agriculture Régionale, André Bernard, qui a une autre casquette, celle de président de la SONITO (la Société Nationale Interprofessionnelle de la Tomate qui a fêté ses 60 ans en 2017) sait de quoi il parle. « Nous devons absolument re-booster cette filière, avancer. Notre objectif : passer d'ici 2030 à 25% du taux de couverture de la consommation (10% aujourd'hui) en équivalent tomates fraîches, soit transformer 350 000 tonnes au lieu de 190 000 tonnes actuellement. »

C'est la raison pour laquelle il était ce mardi matin au « Panier Provençal » à Tarascon qui fait partie, depuis 2019 du Groupe CAPL (Coopérative Agricole Provence Languedoc) et qui est l'une des plus grandes usines de France de transformation de tomates en coulis, jus, concentré, sauces, purée ou pulpe, c'est dire si elle voit la vie en rouge.

André Bernard précise : « Avec ce Projet TOMMATES, nous tendons vers de nouveaux modèles de production avec la création d'îlots de 1 000 à 1 500 hectares qui concilieront les nombreuses attentes auxquelles l'agriculture doit répondre. Pour ce faire, il faudrait construire 2 usines supplémentaires de 80 000 tonnes de production chacune par an. Mais avec les contraintes actuelles sur le prix des matières premières, l'explosion du prix de l'énergie, il nous faut réfléchir à un autre modèle d'agriculture

Ecrit par le 7 juin 2026

davantage globale et durable. Au lieu d'évoluer seule dans son coin, notre filière s'est déjà adossée à celle du riz, du blé et de légumineuses de Lyon à la Camargue en passant par les rives de la Vallée du Rhône. Notre idée est de développer la culture de la tomate de plein champ avec d'autres productions. Le méthane sera utilisé pour transformer les biodéchets en biogaz qui sera injecté dans les canalisations et alimentera en énergie renouvelable le territoire et les usines agro-alimentaires. »



Visite des partenaires du projet « Tommates » © DR

D'ores et déjà, la filière de la tomate industrielle travaille d'arrache-pied pour faire valoir ses atouts auprès de la Commission des Affaires Economiques du Sénat qui est déjà descendue à Tarascon découvrir ce projet qui entre en phase de maturation. Avec à la clé, une proposition de loi pour soutenir la compétitivité de la filière.

Pragmatique et déterminé, comme d'habitude, André Bernard a conclu « Nous devons nous adapter au changement climatique en optimisant l'usage de la ressource en eau, en limitant les intrants, en respectant l'environnement et en renforçant notre souveraineté alimentaire et énergétique. »

Ecrit par le 7 juin 2026

Des sites industriels accompagnés par le gouvernement pour une gestion plus sobre de l'eau



Dans le cadre la mise en œuvre du « Plan Eau » annoncé par le Président de la République le 30 mars dernier, 50 sites industriels à forts enjeux eau vont bénéficier d'un dispositif d'accompagnement pour une gestion plus sobre de l'eau, dont [Eurenco](#), à Sorgues, et le site de [Segens](#) à Aramon.

Les projections scientifiques indiquent jusqu'à -70% des débits des cours d'eau en été dans certains territoires dans les prochaines années, ainsi qu'une intensification des épisodes de sécheresse. Avec le Plan Eau, Emmanuel Macron a annoncé un objectif de réduction de 10% des prélèvements en eau d'ici 2030. Pour ce faire, le gouvernement s'appuie à la fois sur la mobilisation des principales filières économiques et sur l'accompagnement des plus gros consommateurs d'eau dans la réduction de leur empreinte.

Si l'eau représente un enjeu essentiel de performance économique et environnementale pour l'industrie, celle-ci a tout de même baissé de 17% ses prélèvements en eau grâce à l'adaptation de ses outils productifs depuis 2018. Mais le gouvernement souhaite viser plus loin avec notamment un dispositif d'accompagnement ciblé de 50 sites industriels à forts enjeux eau.

Ecrit par le 7 juin 2026

Les premiers sites industriels sélectionnés

Afin de choisir les sites industriels qui pourront bénéficier d'un accompagnement pour une gestion plus sobre de l'eau, le gouvernement a pris en compte trois critères : les plus consommateurs en eau, situés dans des zones en tension hydrique, et qui ont un potentiel important de réduction de leurs consommations. Cet accompagnement permettra d'approfondir le diagnostic sur leurs besoins en eau, d'identifier les leviers d'amélioration et de mettre en œuvre des optimisations pour une meilleure sobriété hydrique, avec un possible appui financier des Agences de l'eau.

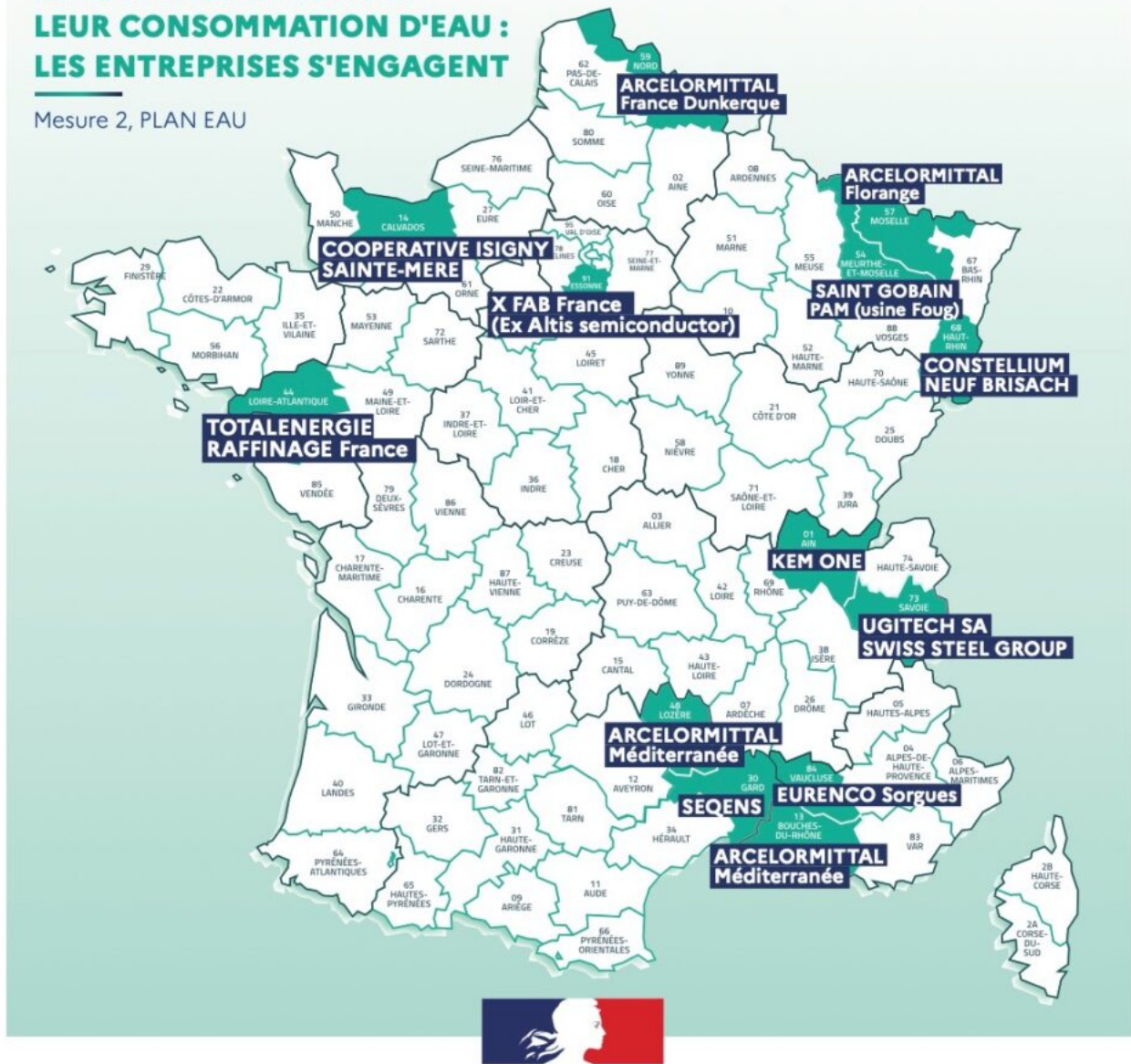
À ce jour, 12 sites industriels ont été choisis pour être accompagnés, dont [Eurenco](#), fabricant d'explosifs et d'additifs pour carburants destinés aux marchés civils et de la défense à Sorgues, et le site d'Aramon du groupe pharmaceutique [Seqens](#).

[Lire également : 'Sorgues : Eurenco inaugure son siège social et confirme son enracinement en Vaucluse'](#)

Ecrit par le 7 juin 2026

ACCOMPAGNER LES SITES INDUSTRIELS À RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION D'EAU : LES ENTREPRISES S'ENGAGENT

Mesure 2, PLAN EAU



V.A.

Ecrit par le 7 juin 2026

Cheminée d'Aramon : un grignotage pour une petite fin

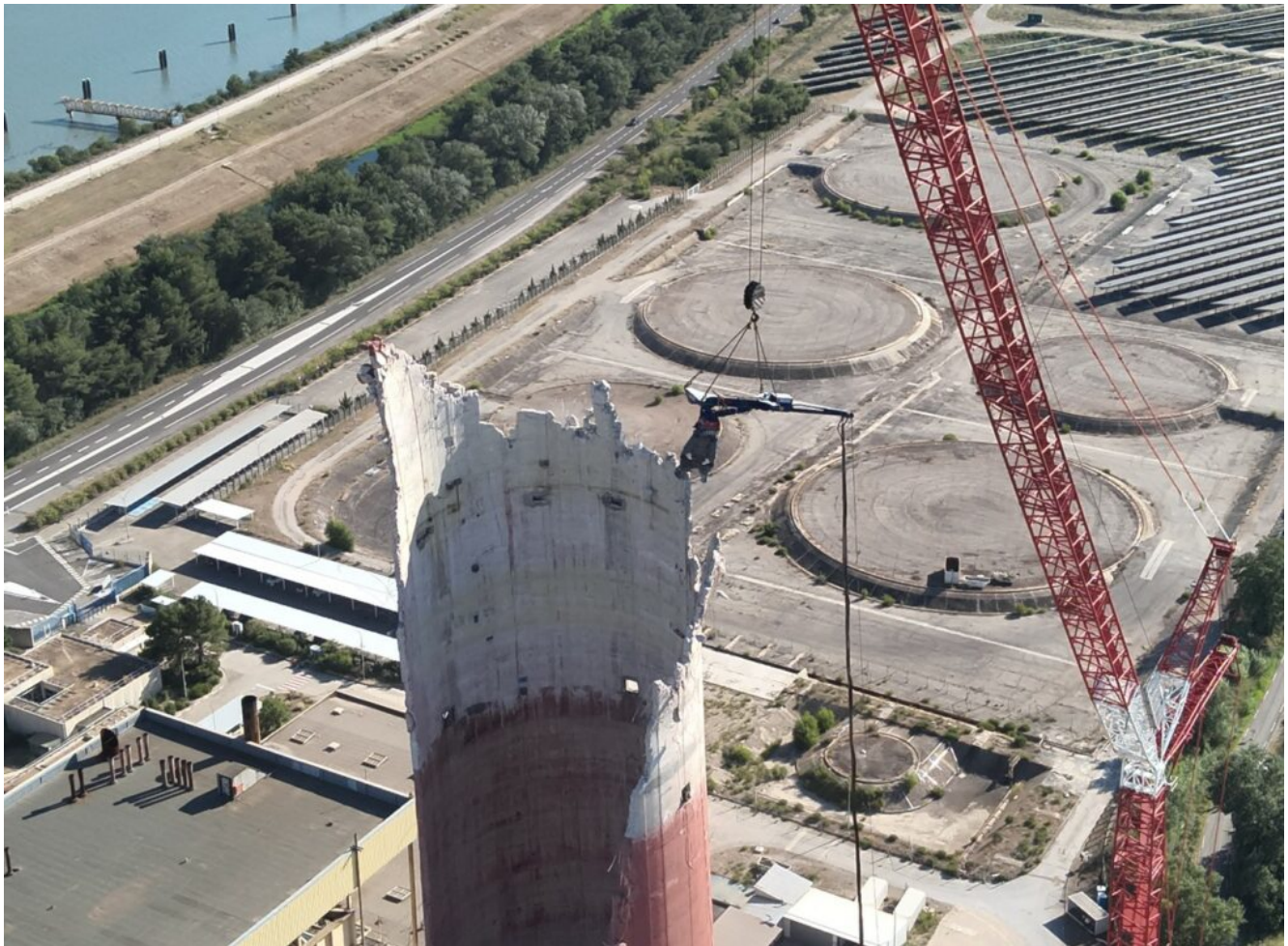


Après [la tentative avortée d'affalement](#) de la cheminée de l'ancienne centrale thermique EDF d'Aramon le 7 juin dernier, les opérations de déconstruction se poursuivent avec le grignotage des 140 mètres restants de la structure. Pour cela, la société Cardem chargé de la démolition de cette tour haute initialement de 250 mètres a fait venir une grue spéciale destinée à grignoter par le haut le béton et les ferrillages via une pince hydraulique commandée à distance.

[Lire également : \(Vidéo\) Pourquoi la cheminée d'Aramon n'est pas tombée complètement ?](#)

Ecrit par le 7 juin 2026

Mise en place début juillet, la grue a ensuite dû faire l'objet d'une réception technique du matériel par un bureau de contrôle externe et indépendant. Une démarche indispensable avant le lancement des travaux de grignotage de la cheminée en toute sécurité. Les opérations ont ensuite réellement débutées le 26 juillet par des tests de grignotage avant d'atteindre actuellement leur rythme de croisière.



Les travaux sont réalisés par la pince mécanique suspendue à la grue mobile positionnée à côté de la cheminée et alimentée par une pelle hydraulique. L'opération est télécommandée grâce à un système de caméras depuis la cabine de la grue permettant de réaliser l'opération à distance dans des conditions de sécurité.

Les travaux vont durer quelques semaines et seront adaptés en fonction des conditions météorologiques et notamment aux conditions de vent. Lorsque la hauteur le permettra, une pelle mécanique avec un bras remplacera la grue pour finaliser le chantier. La grue est pliée chaque soir dans sa position de mise en sécurité. Un périmètre de sécurité autour de la grue a été mis en place avec des restrictions de circulation ; un accès spécifique aux agriculteurs est autorisé sous conditions pour leur permettre de continuer leurs récoltes.

Ecrit par le 7 juin 2026



Défense nationale : Le Vaucluse combien de divisions ?

Ecrit par le 7 juin 2026



Alors que la promulgation par le président de la République de la prochaine Loi de programmation militaire (LPM) devrait intervenir imminemment, quel impact aura l'adoption de ce texte pour le Vaucluse ?

Adoptée par le parlement, il y a une quinzaine de jour, la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 devrait, sauf avis contraire du Conseil constitutionnel (ndlr : qui a finalement censuré 11 articles), être promulguée par le président de la République dans les tous prochains jours. Cette LPM prévoit un investissement de 413 milliards d'euros pour les 7 prochaines années. C'est 40% de plus par rapport à la précédente Loi (295 milliards pour 2019-2025). Pour y arriver, l'effort de défense nationale sera porté à 2% du produit intérieur brut (PIB) entre 2025 et 2027.

Ecrit par le 7 juin 2026



La LPM 2024-2030 prévoit l'acquisition de 31 Rafale destinés à la BA 115 d'Orange-Caritat. © N.Tiragallo-Armée de l'air et de l'espace

Répondre aux nouveaux objectifs sécuritaires

Pour 2023, le budget de la défense a été fixé à 43,9 milliards d'euros. Avec la nouvelle LPM, ce budget (le 2^e de l'Etat) augmentera de 3,3 milliards en 2024 et 2025, de 3,2 milliards en 2026 et 2027 et de 3,5 milliards en 2028, 2029 et 2030. De quoi atteindre plus de 68 milliards d'euros à l'horizon 2030.

Objectif pour ce budget des armées très largement à la hausse : répondre aux enjeux sécuritaires liés à la nouvelle situation internationale. Oubliée donc la récolte des fruits des dividendes de la paix impulsée après la chute du mur de Berlin. Si certains ont alors prophétisé la fin de l'Histoire, force est de reconnaître que celle-ci est plutôt un éternel recommencement. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine, avec le retour impensable de la guerre en Europe, ainsi que les menaces toujours plus grandissantes de la Chine envers Taïwan sont là pour nous le rappeler cruellement. Jusqu'alors en chute libre, les dépenses militaires mondiales connaissent un rebond considérable depuis le début de l'invasion russe et la prise de conscience qu'un conflit de haute intensité pouvait à nouveau éclater.

C'est dans cette logique que le budget des armées françaises vise désormais à répondre à ces menaces via le renouvellement des matériels existants mais aussi la modernisation de la dissuasion nucléaire, le renforcement du renseignement militaire, les investissements dans les défenses cyber, sol-air, spatiale et maritime, l'objectif de disposer de 105 000 réservistes...

31 Rafale pour la BA 115 et 37 Serval pour le 2^e REG

Dans le cadre du renouvellement des matériels, la LPM prévoit donc notamment l'acquisition de 31

Ecrit par le 7 juin 2026

Rafale. Les premiers avions devant rejoindre la BA (Base aérienne) 115 d'Orange à partir du troisième trimestre 2024. C'est là, en effet, que sera déployé le futur 5^e escadron du biréacteur 'omnirôle' de Dassault dont le chantier des infrastructures d'accueil a commencé début 2023. Des travaux (voir vidéo ci-dessous) d'un montant de 180M€ qui vont permettre la construction de nouveaux hangars, d'ateliers, de bureaux et des simulateurs de vol mais aussi d'aménagements des pistes, de voies de roulement, de réseaux souterrains, d'éclairage des balises lumineuses et de parkings avions.

La base vaclusienne a, par ailleurs, déjà fait l'objet de nombreux travaux de modernisation et de réaménagement lors de la Loi de programmation précédente, [comme avec l'édification d'un nouveau mess](#).

Découvrez les futures installations de la BA 115 destinées à accueillir les Rafale de l'Armée de l'air et de l'espace.

Dans le même temps, les 900 hommes [du 2e régiment du génie de la Légion à Saint-Christol](#) devraient réceptionner 37 véhicules de combat Serval d'ici 2030. Une remilitarisation du Vaucluse qui fait suite au départ des 800 hommes du 1er Régiment étranger de cavalerie de la Légion à Orange qui avaient rejoint Carpiagne en 2014, le démantèlement du site de missiles nucléaires du Plateau d'Albion à la fin des années 1990 (aujourd'hui reconverti en [Laboratoire souterrain à bas bruit](#)) ou bien encore la dissolution du 7^e génie des chasseurs alpins en 1993 dont la caserne Chabran abrite désormais la préfecture de Vaucluse et le Crous d'Avignon.

[A lire également : « Orange : la BA 115 fait décoller l'emploi dans le Haut-Vaucluse »](#)

A ce jour, le nombre de militaires s'élève à 2 670 en Vaucluse. Un chiffre qui se monte à 5 799 personnes si l'on intègre les familles. A cela s'ajoute 356 réservistes. Un nombre qui devrait atteindre 700 en 2030. Cette présence n'est pas sans impact sur la vie économique du département puisque le ministère des Armées verse 98M€ de salaires chaque année. De quoi générer la création de 1078 emplois induits dans les services et les petits commerces de proximité ainsi que 11M€ de paiements directs du ministère des Armées aux 189 entreprises et fournisseurs locaux départementaux.

Dans le même temps, 26 000 ressortissants de l'Office national des combattants et des victimes de guerre sont dénombrés en Vaucluse alors que le département reçoit 189 000€ d'aides de solidarité aux anciens combattants.

352M€ d'investissements

Par ailleurs, sur cette période 2024-2030, la LPM a budgété 352M€ d'investissements pour les infrastructures militaires vaclusiennes dont plus de 120 logements construits ou rénovés. S'ajoute également 62M€ cumulé des achats par les unités militaires locales (prestations d'entretien, services à la personne, réparations...) ainsi que 6,5M€ de dépenses liées au [Plan Famille 2](#) visant à « limiter les impacts des engagements opérationnels et des mutations fréquentes sur la vie personnelle, familiale et professionnelle ».

Ecrit par le 7 juin 2026



Eurengo, leader européen des poudres et explosifs, a choisi d'implanter son siège social à Sorgues.
© Eurengo

La défense en Vaucluse s'est aussi un secteur industriel qui se renforce à l'image de l'inauguration [du nouveau siège social d'Eurengo à Sorgues en mai dernier](#) transféré depuis la région parisienne. Le leader européen des poudres et explosifs, qui fabrique notamment une partie des obus des canons Caesar, marque ainsi son enracinement dans le département où le groupe y emploie près de 400 salariés. Un attachement qui vient aussi de se traduire par la création d'une nouvelle formation via l'installation d'une antenne du Campus pyrotechnie du futur de Bourges au sein du Campus de la CCI de Vaucluse à Avignon. Une quarantaine de personnes de la région devrait venir s'y former dès la rentrée prochaine. Mais l'industrie de la défense ne se limite pas Eurengo puisqu'on dénombre en tout 21 sous-traitants de l'armement dans le Vaucluse. L'ensemble représentant 613 emplois.

Industrie : La cimenterie de Beaucaire parmi

Ecrit par le 7 juin 2026

les 50 plus gros émetteurs français de CO2

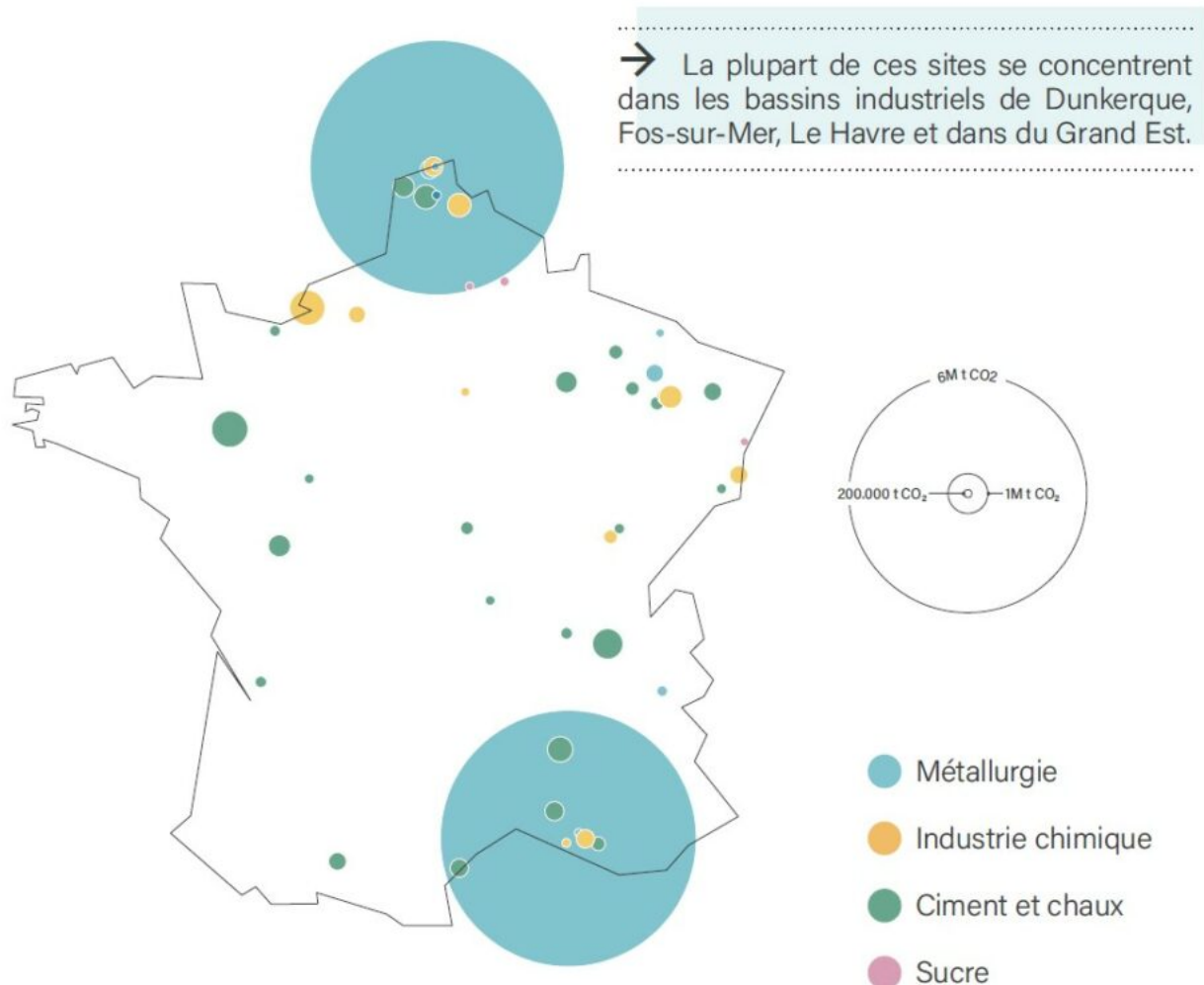


Selon [le Réseau action climat France](#), la cimenterie Calcia figure parmi les 50 plus sites industriels émettant le plus de CO2 de l'Hexagone. Si aucun site n'est implanté dans le Vaucluse, l'essentiel de ces installations sont regroupées autour de l'étang de Berre ainsi que dans le Nord de la France.

Avec 461 millier de tonnes CO2 émis en 2022, la cimenterie Calcia de Beaucaire, créée en 1925, apparaît en 17^e position du top 50 des sites industriels émettant le plus de CO2 en France. Pour sa part, la cimenterie Lafarge du Teil en Ardèche arrive en 8^e position (625 milliers de tonnes).

Dans ce classement réalisé par [le Réseau action climat France](#), qui fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique et la transition écologique, c'est le site d'Arcelor Mittal de Fos-sur-Mer dans les Bouches-du-Rhône qui arrive en tête avec 6 446 tonnes de CO2 émis l'année dernière. Parmi ces installations polluantes, un grand nombre se trouvent autour de l'étang de Berre ainsi que dans le Nord de la France (les sites de Dunkerque et Fos-sur-Mer représentent 25% des émissions de gaz à effet de serre de l'industrie française). On en trouve également un certain nombre dans le Grand Est ainsi qu'en Normandie. En termes d'activités, se sont celles de la métallurgie, suivies de celles des ciments et chaux, puis l'industrie chimique et le sucre qui constituent ces plus gros émetteurs de CO2. Au total, la part des émissions de ces 50 sites représentent 10% des émissions nationales de CO2 et près de 60% des émissions industrielles.

Ecrit par le 7 juin 2026

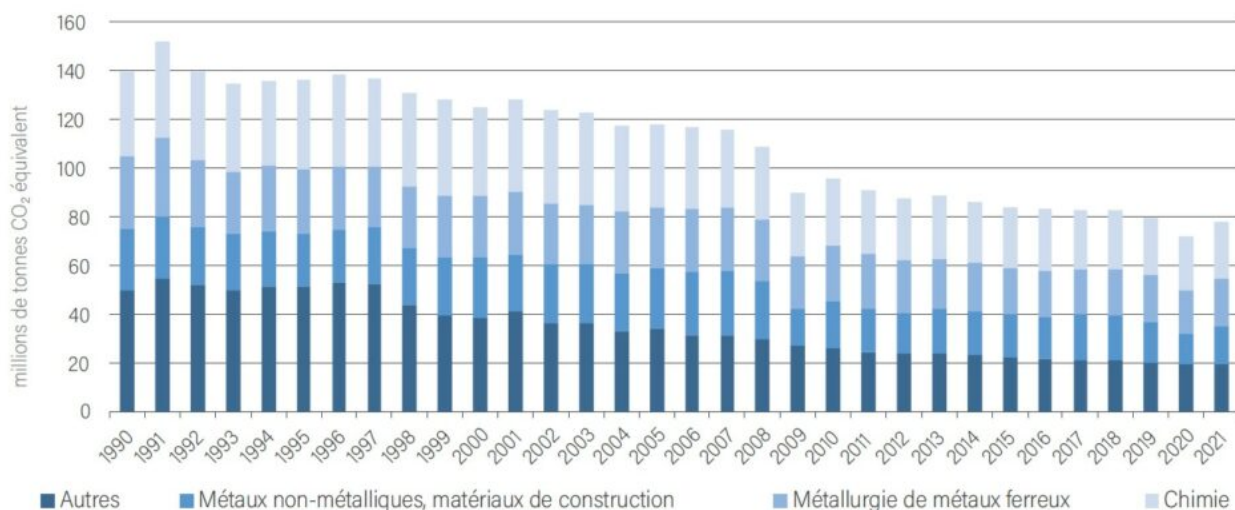


Une mutation en profondeur ?

Cependant, le volume des émissions de CO₂ de l'industrie a presque diminué de moitié entre le début des années 1990 et 2021. Entre 2019 et 2022, la cimenterie de Beaucaire, qui emploie plus d'une centaine de personnes, a ainsi réduit ses émissions de -11,2%. Sur cette période, 37 des 50 plus gros émetteur de CO₂ ont également réduit leur rejet de gaz à effet de serre.

Si bon nombre de ces industriels semblent avoir amorcé une réduction de ses émissions globales depuis 2019, il reste cependant à confirmer qu'il ne s'agit pas d'une tendance conjoncturelle mais bien d'une transformation écologique pérenne. Ainsi, dans le même temps, le site Lafarge du Teil a vu ses émissions augmenter de +13,3%.

Ecrit par le 7 juin 2026



Répartition des émissions de CO2 du secteur de l'industrie manufacturière et construction en France.

« L'industrie a entamé sa transition carbone au début des années 1990, principalement l'industrie chimique grâce à de nouvelles technologies de production moins émettrices de protoxyde d'azote (N2O), explique [le rapport](#) de Réseau action climat France. Les autres industries n'ont pas engagé de transformations environnementales et la réduction de leurs émissions est à imputer aux fermetures de sites, délocalisations et importations. Ces dernières années, en dehors de la réduction des émissions causée par la diminution de la production pendant la crise économique de 2008, les émissions du secteur n'ont pratiquement pas diminué. Le budget carbone de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) alloué au secteur de l'industrie a été respecté seulement en 2020, du fait du ralentissement économique lié à la pandémie et pourrait l'être pour l'année 2022, placée sous le signe de la sobriété énergétique forcée. »

Pour rappel, les objectifs en France sont une baisse de 40% des émissions de CO2 entre 2018 et 2030, soit une réduction de 7,8 millions de tonnes chaque année. De quoi alors inscrire l'industrie française de l'acier dans la trajectoire de l'Accord de Paris. Le but final étant d'atteindre une neutralité carbone en 2050.